



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 31/05/2022

Reçu en préfecture le 31/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220517-2022_34-DE

DÉLIBÉRATION

2022/34

DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE DE MONSIEUR BERNARD CAILLIAU

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.



Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 391798 en date du 30 décembre 2011 ;

Vu la délibération n°2020/05 en date du 7 février 2020 portant disposition d'un agent au profit de la commune de Bruay-la-Buissière ;

Vu le jugement du tribunal correctionnel de Béthune en date du 27 janvier 2022 condamnant Monsieur Bernard CAILLIAU à une peine d'amende de 4 000 € et à une privation de son droit d'éligibilité pendant 1 an ;

Vu le courrier de Monsieur CAILLIAU en date du 24 mars 2022 sollicitant l'octroi de la protection fonctionnelle suite à l'appel qu'il déclare effectuer à l'encontre du jugement du tribunal correctionnel de Béthune précité,

Vu l'attestation de Monsieur Michel JANQUIN , ancien directeur général des services du Centre de Gestion du Pas-de-Calais en date du 11 février 2022 par laquelle il déclare, d'une part, que Monsieur CAILLIAU lui a demandé de vérifier que le temps consacré par un agent à la réalisation du magazine d'information de la commune de Labuissière l'était en dehors de son temps de travail, et d'autre part, que cette activité était réalisée bénévolement ;

Considérant que la protection fonctionnelle est tenue d'être accordée à un élu ayant cessé ses fonctions qui fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice des fonctions ;

Considérant que la faute détachable des fonctions est caractérisée au vu de l'un des critères suivants :

- Des faits qui révèlent des préoccupations d'ordre privé ;
- Des faits qui procèdent d'un comportement incompatible avec les obligations qui s'imposent dans l'exercice de fonctions publiques ;
- Des faits qui, eu égard à leur nature et aux conditions dans lesquelles ils ont été commis, revêtent une particulière gravité.

Considérant que, ni la qualification retenue par le juge pénal, ni le caractère intentionnel des faits retenus contre l'intéressé ne suffisent par eux-mêmes à regarder une faute comme étant détachable des fonctions ;

Considérant que les faits portent sur le travail accompli par un agent du Centre de Gestion, pendant son temps de travail, pour le magazine de la commune de Labuissière dont Monsieur CAILLIAU était le maire délégué et le directeur de publication.

Considérant que l'ancien directeur général des services déclare que le travail était effectué bénévolement et qu'il avait reçu des instructions de Monsieur CAILLIAU pour vérifier que l'activité pour le magazine n'était pas exercée pendant le temps de travail ;

Considérant que le jugement expose des éléments contradictoires de l'ancien directeur général des services avec son attestation :

- L'ancien directeur a précisé que Monsieur CAILLIAU avait souhaité mettre un terme à l'activité de l'agent mais que pour autant il n'avait donné aucune instruction quant à la position statutaire de ce dernier ;
- L'ancien directeur n'a pas contesté le déplacement de l'agent sur son temps de travail.

Considérant que le jugement expose également que Monsieur CAILLIAU lui-même n'a pas contesté dans le cadre de l'enquête la réalité de ce travail, indiquant simplement ne pas avoir eu connaissance des modalités d'intervention de l'agent ;

Considérant que Monsieur CAILLIAU soutient dans son courrier que l'agent agissait en qualité de bénévole ;

Considérant que, sous le mandat de Président de Monsieur CAILLIAU et en sa présence, une délibération portant régularisation de la mise à disposition de l'agent au profit de la commune de Bruay-la-Buissière a été prise le 7 février 2020 ;

Considérant que cette délibération susvisée expose, d'une part, que la mise à disposition de l'agent a été effectuée tous les mercredis après-midi pour une durée de 3 heures 30 minutes sauf les demi-journées où il a posé des congés annuels, et d'autre part, que Monsieur CAILLIAU n'a pas été informé, depuis la date de son élection le 3 juillet 2014, du défaut de remboursement qui a été porté à sa connaissance par le biais de l'avis d'audience en date du 29 octobre 2019 ;

Considérant que Monsieur CAILLIAU était l'employeur de l'agent qui s'est déplacé en mairie de Labuissière ;

Considérant que Monsieur CAILLIAU était le maire délégué de Labuissière ;

Considérant que Monsieur CAILLIAU était le directeur de publication du magazine concerné ;

Considérant que cette convention portant régularisation de la mise à disposition de l'agent n'a jamais été adressée à la commune de Bruay-la-Buissière ;

CONSIDERANT que les faits précédemment présentés, eu égard à leur nature et aux conditions dans lesquelles ils ont été commis, revêtent une particulière gravité ;

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DÉCIDE* que ces faits présentent le caractère d'une faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions de Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;
- ♦ *DÉCIDE* de refuser d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur CAILLIAU.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 17 mai 2022



Le Président,

Joël DUQUENOY